



Belgeo

Revue belge de géographie

3 | 2013

**Les minorités nationales et ethniques : entre
renouveau et permanence**

Le *redistricting* de 2011 à San Diego (Californie) : Mobilisation politique et représentativité de la communauté latino

*The San Diego city (CA) 2011 redistricting: Political mobilization and
representativeness of the Latino community*

Emilie Bonnet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/11537>

DOI : [10.4000/belgeo.11537](https://doi.org/10.4000/belgeo.11537)

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Emilie Bonnet, « Le *redistricting* de 2011 à San Diego (Californie) : Mobilisation politique et représentativité de la communauté latino », *Belgeo* [En ligne], 3 | 2013, mis en ligne le 24 mai 2014, consulté le 22 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/11537> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.11537>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mai 2020.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Le *redistricting* de 2011 à San Diego (Californie) : Mobilisation politique et représentativité de la communauté latino

The San Diego city (CA) 2011 redistricting: Political mobilization and representativeness of the Latino community

Emilie Bonnet

Introduction

- 1 À la base des relations entre politique et territoire, le découpage de celui-ci dans un esprit de représentativité remonte aux sources mêmes de la démocratie. La construction de la démocratie athénienne a connu un tournant lors de la mise en place des réformes de Clisthène. Pionnières en matière de démocratie représentative, elles ont instauré les premières formes de découpages électoraux en utilisant une unité géographique jusqu'alors dépourvue de rôle politique. Les *dèmes*, tels qu'ils étaient nommés, regroupaient quelques bourgs ou quartiers géographiquement contigus, pouvant prétendre à l'élection d'un représentant politique associé aux habitants de cet espace. La démocratie représentative était née. Clisthène amorça ces réformes dans le but de démobiliser d'éventuelles logiques communautaires, tribales ou encore familiales qui altéraient alors l'équité politique de la cité.
- 2 En cela, le *redistricting*¹ américain recouvre quelques paradoxes. À la suite de chaque recensement décennal de la population, les districts électoraux sont redécoupés à toutes les échelles décisionnelles de la Nation afin d'assurer une meilleure prise en compte du principe « d'un homme, une voix ». La volonté d'équité du processus va de pair avec la protection des minorités consacrée par le *Voting Right Act* de 1965 et ses amendements successifs. La représentation politique aux États-Unis répond à une

certaine logique communautaire et recouvre en outre des rouages décisionnels particuliers. Cette représentativité s'associe à une organisation du territoire politique qu'il est extrêmement difficile d'obtenir en toute neutralité. Puisqu'il y a représentation, des enjeux individuels ou collectifs apparaissent et entrent en confrontation plus ou moins formelle. Le territoire politique devient l'objet de conflits d'acteurs, de rapports de force ou, à l'inverse, de coopérations (Bussi, 2007). Il s'agit ici de l'un des traits spécifiques du *redistricting* américain : le territoire est la fonction de base de la représentation politique pour lequel les individus se mobilisent. L'attachement qu'ils ont au territoire revêt un double aspect, du lieu de vie et de l'espace d'expression politique.

- 3 Le *redistricting* constitue par conséquent un enjeu de taille pour les minorités ethniques. Aux échelles locales, différents acteurs cherchent à faire prévaloir une légitimité minoritaire en organisant les communautés en amont du processus. Néanmoins, les vagues successives d'immigration ont entraîné de profondes mutations démographiques qui interrogent désormais le statut même de minorités. L'ambivalence est entière au regard de l'importance des *leaderships* minoritaires qui espèrent mobiliser les citoyens d'un espace au sein duquel ces derniers sont numériquement majoritaires.
- 4 Plus encore, l'utilisation grandissante des Systèmes d'Information Géographique constitue un élément nouveau dans l'implication des citoyens. Ces derniers sont désormais en mesure de manipuler *leur* espace de représentation politique et de prendre conscience de l'impact des statistiques démographiques et politiques dans l'issue du redécoupage. Le présent article propose de discuter l'ensemble de ces éléments à la lumière du *redistricting* de la ville de San Diego en Californie et de l'implication de sa communauté latino.

Démocratie représentative, espace politique et minorités : quelles évolutions du *redistricting* ?

- 5 La rencontre entre découpages territoriaux et pouvoirs politiques peut être considérée comme l'élément central du *redistricting*, influant directement sur son impartialité. Le *gerrymandering* en est la principale illustration. Ce processus, très répandu dans les pays anglo-saxons, consiste en une manipulation des lignes des districts électoraux orientée en fonction d'intérêts politiques et partisans. Même si la configuration donnée aux districts a un impact sur le pouvoir politique, le *gerrymandering* est une manipulation consciente de ces derniers. Cette manipulation affecte l'équité du système et répond à une logique aussi bien partisane que raciale.
- 6 Le *gerrymandering* est partisan lorsqu'un parti politique interfère dans le découpage électoral. Ainsi, en fonction des cas, les partis politiques cherchent à atteindre un objectif précis et profitent du *redistricting* pour mettre en place diverses stratégies. Bien qu'exclue par la réglementation classique, la technique du *pack and crack* reste la plus utilisée par les décideurs partisans. Elle consiste à concentrer l'électorat de l'opposition en un district (*packing*) et à diffuser de façon large et équilibrée son propre électorat dans tous les autres districts (*cracking*) de manière à assurer une avance sur l'ensemble du territoire concerné. Cette manipulation de l'espace politique suppose la prise en compte des dynamiques de populations internes à ces districts. Dans sa continuité, l'

affirmative gerrymandering, souvent à vocation raciale, influe sur le dessin des districts de manière à privilégier un groupe minoritaire et à lui assurer une représentation. Ce processus recouvre plusieurs ambiguïtés que le système législatif américain n'a pas encore résolues. En 1982, un amendement au *Voting Right Act* rend obligatoire la constitution de districts majoritairement minoritaires dès lors qu'une population est suffisamment nombreuse, regroupée et cohésive pour former un district. Les décideurs du *redistricting* se doivent par conséquent de privilégier, préserver et protéger le vote minoritaire. Or, le *gerrymandering*, y compris dans son orientation raciale, est une pratique interdite qui ne saurait être justifiée par la protection des minorités. Là réside l'ambivalence de ce type de *gerrymandering* qui donne toujours lieu à quelques affaires devant la Cour Suprême des États-Unis. Depuis le début des années 1980, la hausse de la représentativité politique des minorités est une réalité et les districts majoritairement minoritaires ont participé à cette évolution. Mais comment faire perdurer la protection politique des minorités sans entrer dans une logique inverse de discrimination ? Quelle place pour les partis politiques dans la prise de décision ?

- 7 Plusieurs analyses, anglo-saxonnes notamment, interrogent les effets de l'*affirmative gerrymandering* et sa perduration au vu des transformations de la vie politique et minoritaire américaine (Hayden, 2004 ; Thernstom, 2010 ; Nakao, 2011). En effet, la concentration volontaire d'individus au sein d'un même espace de représentation au nom d'une identité raciale commune pose la question de l'efficacité politique et partisane de ces districts. Alors que les principaux lobbys minoritaires du pays cherchent à préserver ce qu'ils considèrent comme un acquis civique, la place grandissante et l'affirmation des minorités dans la vie politique du pays tend à l'inverse à interroger les réels bienfaits de ces mesures au-delà d'une représentation miroir.
- 8 Le *redistricting* recouvre plusieurs réalités, parfois biaisées, qu'il est difficile de contenir tant la variabilité des contextes est forte. Entre changements démographiques, équilibre politique et protection des minorités, l'objectivité du processus sur l'ensemble du territoire américain reste à questionner. Néanmoins, des évolutions tendent à contrôler certains travers. Bien qu'il existe toujours, le *gerrymandering* recule face aux transformations des processus de prise de décision. L'implication directe des citoyens au *redistricting* constitue également la voie d'un système de représentation plus intègre.
- 9 Face à cette complexité, les géographes n'abordent le *redistricting* que sous certains angles. Depuis le début des années 2000, il est fréquent de trouver des articles traitant du redécoupage du territoire politique de manière générale dans des revues de géographie politique (*Political Geography*, 2000, 2002, 2004 notamment). Ron Johnston posait la question en 2002 de l'impact du *gerrymandering* sur les élections en soulignant l'absence de travaux sur la question. L'approche de la géographie anglo-saxonne est portée sur les configurations de l'espace politique induites par le *redistricting* et leurs répercussions en matière de représentation électorale et d'équilibre des pouvoirs politiques. Les géographes français sont pour leur part, peu nombreux à s'être emparés du sujet. En 2003, Yves Bocquet interrogeait les questions de segmentation socio-spatiale en lien avec la création de districts majoritairement minoritaires. En effet, la hausse des considérations communautaires semble facilitée par les politiques minoritaires actuelles et participe naturellement à la fragmentation sociétale. Dans cette perspective, les travaux de Cynthia Ghorra-Gobin sur la ville de Los Angeles notamment (1997, 2002, 2004, 2007) soulignent le rôle *a priori* favorable du *redistricting* dans le développement d'un espace multiculturel grâce à la reconnaissance des groupes

minoritaires et à la valorisation de leur diversité. Néanmoins, force est de constater que le lien étroit au territoire de la minorité participe à l'accroissement des problématiques liées au repli sur soi et finalement à la fragmentation de l'espace urbain aux échelles locales. Il existe ainsi de nombreuses différenciations en fonction des contextes locaux, voire micro-locaux. Frédéric Douzet proposait en 2007 une analyse du déroulement du redécoupage des districts municipaux de la ville d'Oakland (Californie) en 2001. Au sein de cet espace, majoritairement composé de minorités, les enjeux du processus étaient particulièrement forts et la mobilisation des divers groupes de la ville a initié autant de coalitions que de conflits afin que chacun espère obtenir une représentation équitable. Deux principaux éléments sont à retenir de ces analyses récentes. Dans un premier temps, les processus de *redistricting* sont l'occasion pour des groupes relativement peu investis dans la vie politique locale de se mobiliser et de prendre conscience des intérêts qu'ils sont en mesure de défendre. Dans un second temps néanmoins, si le nombre d'élus d'origine minoritaire tend à augmenter, le pouvoir électoral des groupes qu'ils représentent est à relativiser. Dans les zones d'immigration récente, les individus sont souvent jeunes et ne bénéficient pas, pour une grande partie, de la citoyenneté américaine (Douzet, Mac Donald, 2010). En cela, les problématiques contemporaines du *redistricting* ont sensiblement évolué. Le processus tend à offrir une représentation territoriale plus équitable aux groupes traditionnellement lésés, mais les difficultés d'implication politique durable – aussi bien structurelles que conjoncturelles – de ces derniers persistent à interroger leur poids réel dans le système démocratique américain.

- 10 Les modes de prise de décision et les stratégies communautaires et/ou partisanes mises en place tiennent ainsi une place centrale. D'une échelle à l'autre, la participation des citoyens est variable et reflète les problématiques liées à la représentation. En cela, l'implication politique des groupes minoritaires prend différentes formes entre coalitions, conflits et coopérations. L'exemple du *redistricting* de la ville de San Diego en 2011 permet d'interroger les mécanismes de participation politique d'un groupe majoritairement minoritaire – les latinos – tout en soulignant l'importance d'une mobilisation positive, basée sur les principes d'une géographie de la démocratie (Bussi, 2007).

Le *redistricting* de la ville de San Diego : des mécanismes de mobilisations communautaires

- 11 Forte d'environ 1,3 million d'individus au sein même d'un comté d'un peu plus de 3 millions d'habitants, San Diego est la huitième ville des États-Unis et la seconde aire métropolitaine californienne (après Los Angeles). La ville se définit aussi par le caractère hétérogène de sa population. En 2011, on estimait à environ 32,5 % la population latino du comté, pour environ 28,8 % dans la ville de San Diego. En dépassant le quart de la population totale, les Latinos font désormais partie intégrante de tout effort de définition de cet espace géographique.
- 12 San Diego tire sa principale spécificité de la tradition engagée et organisée de ses communautés urbaines. La ville s'organise autour de communautés précises attachées à leur territoire et prêtes à l'utiliser comme vecteur d'identification, de représentation et de cohésion des populations qui y résident (Billard, Le Texier, 2008).

- 13 Ainsi, le *redistricting* de la ville intègre largement ces groupes citoyens aux objectifs divers. Les raisons de l'implication de ces derniers varient fortement et si la question ethnique demeure l'une des plus évoquées, elle n'a rien d'exclusif. Diverses communautés d'intérêts² coexistent au gré de pratiques quotidiennes défendues lors de chaque redécoupage.
- 14 En 2011, pour la municipalité de San Diego, le *redistricting* ne concernait que les districts du conseil municipal³. Si les citoyens *sandiegans* sont finalement concernés par un grand nombre de redécoupages (organes législatifs fédéraux et californiens), il apparaît que la proximité des enjeux discutés à l'échelle de la municipalité influe sur l'intensité de la mobilisation. Ainsi, celle révélée lors du processus *sandiegan* propose une autre vision de la vie politique et communautaire de cet espace.
- 15 L'analyse présentée ici repose sur une étude de terrain menée à San Diego entre février et mai 2011. L'essentiel du travail a consisté en l'observation, plus ou moins participative, d'une multitude de réunions publiques et/ou communautaires organisées sur l'ensemble de la ville. Ces observations ont été complétées par la mise à disposition sur Internet des vidéos de chacune des audiences publiques organisées par la commission en charge du redécoupage ainsi que des comptes rendus établis sur le terrain. Différents entretiens semi-directifs ont aussi été menés avec des leaders et activistes communautaires. En outre, l'acquisition des données du recensement de la population américaine de 2010 a permis la visualisation et la localisation aux échelles fines des tendances démographiques récentes. Le positionnement méthodologique et théorique privilégie la compréhension des liens entre la mobilisation citoyenne et le rôle du débat public dans la *redistricting* américain.
- 16 En 2011, la ville de San Diego bénéficiait d'une commission citoyenne indépendante en charge du découpage. La commission était composée de sept membres qui n'avaient pas d'affiliation partisane et n'étaient engagés dans aucune organisation politique. Traditionnellement, les districts municipaux répondent à une logique davantage communautaire, l'étiquette politique n'apparaît alors, dans certains cas, qu'au second plan.
- 17 La véritable nouveauté de ce cycle résidait dans le nombre de districts à dessiner pour cette prochaine décennie. L'augmentation substantielle de la population de la ville de 6,9 % révélée par le recensement 2010 a provoqué des changements quant à la représentativité des citoyens au conseil municipal. À travers un référendum municipal, les citoyens de San Diego ont voté en faveur de l'ajout d'un neuvième district.
- 18 La carte initiale, datant de 2001, découpait la ville de San Diego en huit districts municipaux. Seul le huitième bénéficiait du statut officiel de district majoritairement minoritaire avec 70 % de population latino en son sein. Les districts 3 et 4 regroupaient des populations minoritaires diversifiées, notamment les quartiers LGBT et afro-américains respectivement. Le district 2, correspondant au *downtown*, contenait le taux de population blanche le plus élevé (73 %) (fig. 1 et 2).

Figure 1. Localisation des principaux quartiers de la ville de San Diego.

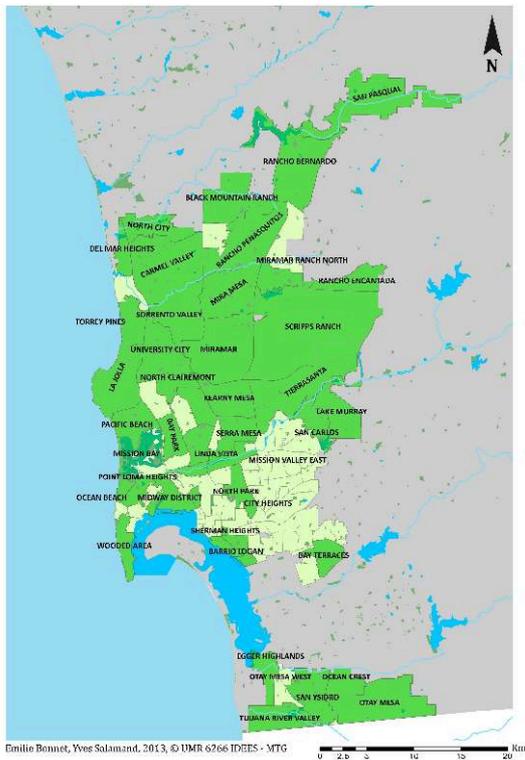
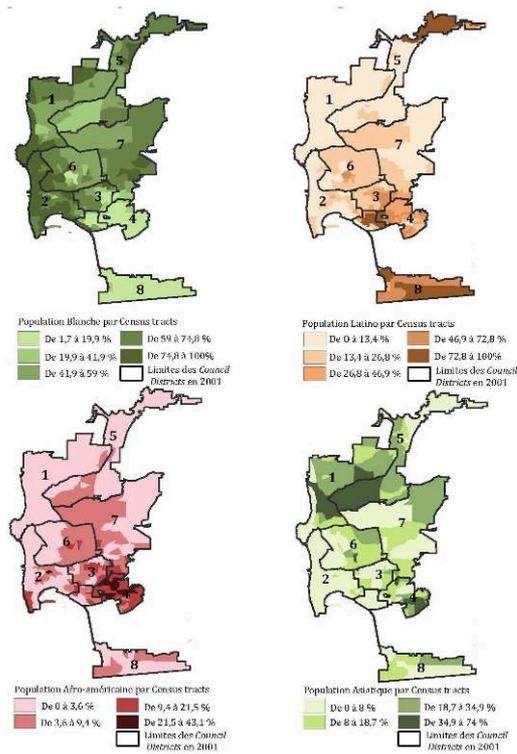


Figure 2. Population sandiegana en 2010 au sein des districts municipaux de 2000.



- 19 Le mode de prise de décision déjà en place pour la municipalité a favorisé et valorisé la participation citoyenne lors de ce processus décennal et ces aspects n'ont pas manqué d'être renforcés par le dessin du neuvième district.
- 20 La participation des citoyens au processus s'est articulée autour d'enjeux partagés relatifs aux pratiques des individus au sein de leur espace de représentation, plutôt qu'à partir de logiques purement partisans. L'intégration des individus au processus, alimentée par une culture municipale de la mobilisation communautaire, a favorisé l'instauration d'audiences publiques. Elles ont été l'occasion de mise en valeur du territoire de la communauté comme lieu de représentation, vécu et défendu par ses habitants.
- 21 Outre l'enjeu du déplacement des lignes des districts, la création d'un neuvième a impliqué de remanier des districts municipaux stabilisés depuis plusieurs années. La majorité des arguments avancés par les individus était centrée sur la légitimité de telle ou telle communauté à bénéficier seule ou en partage du nouveau district. À l'inverse, d'autres témoignages visaient à préserver une communauté d'intérêts déjà établie. Il était alors possible pour des groupes plus ou moins lésés par le passé de faire valoir une représentation politique légitime. Ces stratégies de préservation s'appuyaient sur des coalitions, augmentant la complexité du processus.
- 22 La communauté d'intérêts inscrite au domaine local, est, fort de ces considérations, d'autant plus revendiquée par les groupes mobilisés. Le jeu d'échelles opéré lors du redécoupage des multiples districts électoraux engendre des logiques distinctes quant aux considérations communautaires. Les sentiments d'appartenance et les idées partagées du territoire de la communauté dépendent de l'échelle appliquée. Une mobilisation déjà effective à une échelle supérieure se trouve *a priori* renforcée par le rapport au territoire local des groupes d'intérêts partagés organisés et/ou spontanés à ce niveau. Au fur à mesure de l'avancée du processus, l'apparition d'enjeux contribue à la mobilisation de ces groupes, à partir desquels se forment de nouvelles coalitions politiques, sociales et communautaires qui influencent le découpage final.
- 23 Ainsi, les communautés d'intérêts ont joué un rôle prédominant dans l'organisation plus ou moins spontanée des individus. La place grandissante des nouvelles technologies et notamment des Systèmes d'Information Géographique a aussi octroyé aux témoignages et à la mobilisation citoyenne une nouvelle dimension.

La place grandissante des Systèmes d'Information Géographique

- 24 L'introduction des SIG dans la mise en œuvre du *redistricting* à compter des années 90 en a modifié les rouages. Le temps des longues heures passées à dessiner et redessiner manuellement les contours d'un district sur des cartes parfois très imprécises est révolu. Bien que le recensement américain ait longtemps fourni et rendu accessible bon nombre de données fines, celles-ci ne pouvaient être exploitées que par un cercle réduit d'experts. Les SIG, devenus incontournables, permettent d'utiliser au mieux les données démographiques. Il est possible de les mettre en perspective avec les résultats électoraux, ce qui modifie la visualisation des territoires politiques et les découpages pouvant être faits. Les aspects de cette utilisation ont des répercussions sur l'évolution du processus. Le cartographe devient un acteur à part entière, sollicité pour la prise de

décision. S'il est généralement appelé à devenir consultant pour l'organe décisionnel, il peut également placer son savoir et sa pratique au service des populations. Là réside l'ambiguïté incarnée par le développement de l'utilisation des nouvelles technologies dans le processus politique. Bien que le cartographe soit appelé pour ses compétences et son regard scientifique, il n'en garde pas moins sa subjectivité.

- 25 En outre, le développement des commissions citoyennes incite les individus à se mobiliser davantage dans le processus. L'utilisation de SIG, par des professionnels ou amateurs, permet de saisir la complexité du processus, et d'entrevoir de manière fine les possibilités offertes. Cet accès à l'information souveraine participe pleinement à la construction du pouvoir. En ce sens, la démocratisation des SIG constitue une avancée pour les citoyens. En offrant un plein accès aux tenants du *redistricting*, les SIG participent à l'*empowerment*⁴ des populations jusqu'alors en retrait. Outre la possibilité de localiser plus aisément la concentration spatiale de certains groupes, le SIG permet la régulation d'aspects liés à l'*affirmative gerrymandering* en maintenant la régularité des limites des districts. Ce faisant, la représentativité est optimisée.
- 26 Positive dans l'ensemble, la diffusion des SIG invite toutefois à quelques réserves. Leur utilisation s'est généralisée à l'ensemble des organes de la Nation soumis au *redistricting*, mais n'est pas la même partout. Dans certains États comme la Californie, experts et populations profitent pleinement des possibilités offertes par cette technologie pour l'avancée du processus. Dans d'autres États, les SIG demeurent aux mains d'une partie restreinte d'individus. Leur utilisation ne se fait pas toujours ressentir dans la prise de décision. S'il semble clair que les SIG ont une place notable dans le *redistricting*, leurs répercussions pratiques sont à relativiser eu égard à leur diffusion variable.
- 27 L'inclusion des SIG dans le *redistricting* pose plusieurs questions pour les années à venir. En effet, les communautés d'intérêts constituent désormais un critère central de délimitation d'un district. Multiples et résultantes des pratiques quotidiennes des individus, elles restent malaisées à identifier. Ainsi, au niveau micro-local, la non-représentation d'une communauté par un SIG, ne l'exclut pas pour autant d'une représentativité électorale. Seules quelques communautés d'intérêts sont définies par une identité ethnique. Pour cela, le géographe doit prendre en compte les pratiques quotidiennes des individus, les intérêts qu'ils partagent ou non, avant de pouvoir jouer avec les découpages du territoire dans le SIG.
- 28 En révolutionnant le processus du *redistricting*, les Systèmes d'Information Géographique ont souligné de nouvelles problématiques. La position du cartographe doit s'adapter au contexte, parfois difficile, de la prise de décision. En étendant le spectre de la connaissance du territoire et de sa population, le SIG facilite l'instauration de dessins biaisés, manipulés. Démocratiser l'information spatialisée, qu'elle soit démographique ou politique, implique une compréhension des rapports entre l'espace du SIG et l'espace tel qu'il est vécu. Une utilisation stratégique du SIG dans le processus ne saurait être atteinte sans une bonne connaissance du territoire et des individus/citoyens qui le pratiquent quotidiennement.
- 29 Dans une volonté d'optimiser l'application de la démocratie représentative, le *redistricting* s'accompagne encore de la délicate confrontation des jeux de pouvoir aux différentes échelles de la représentativité politique. Si les deux grands partis politiques du pays cherchent à réassurer leur électorat pour les districts nationaux, les stratégies locales et micro-locales répondent à des logiques distinctes.

30 L'Histoire particulière de la Nation américaine dans sa relation aux populations ethniques joue un inévitable rôle dans ces considérations. À l'origine des évolutions les plus marquantes du processus (par le *Voting Right Act* notamment), elles constituent toujours les principaux questionnements concernant l'impartialité du *redistricting*. En outre, l'acquisition des données du recensement doit être faite en conscience des subtilités que recouvre l'identification ethnique aux États-Unis⁵. Ses mutations vont de pair avec les évolutions socio-spatiales de la population américaine, qu'il s'agisse de la croissance démographique considérable des Latinos ou des revendications grandissantes des groupes identitaires. Ainsi, de l'*affirmative action* à l'utilisation des données ethniques dans les Systèmes d'Information Géographique, la question de la mobilisation politique des minorités prend tout son sens.

Les Latinos de San Diego : une minorité majoritaire et organisée

31 Au vu du dernier recensement de la population, la part de la population latino a augmenté de 3,4 points en 10 ans, représentant près d'un tiers de la population totale de la ville. Du point de vue des districts, le district 8 regroupait 70 % de Latinos en 2000 et 73,9 % en 2010. Le statut majoritairement minoritaire attribué à ce district semblait largement acquis et ne constituait pas, en conséquence l'enjeu spécifique de ce cycle de redécoupage. Face à l'augmentation continue de la population latino, l'ajout d'un neuvième district au Conseil municipal était l'occasion considérable pour la communauté d'asseoir sa représentativité politique au sein de la ville. Depuis le redistricting de 1991, le district 8 bénéficie d'un représentant d'origine latino. Alors que dans un premier temps, les élections opposaient des candidats issus de toutes origines, désormais, la représentation du district revient *quasi* mécaniquement à un Latino. C'est dans ce contexte que la mobilisation de la communauté s'est instaurée en 2011. Il s'agissait de préserver une représentation politique établie, tout en justifiant de la nécessité d'en bénéficier d'une seconde.

32 Plusieurs recherches font état d'une population latino peu intéressée et impliquée dans les questions politiques (Le Texier, 2006). Elle représente la minorité ethnique pour laquelle le taux d'abstention est le plus élevé aux États-Unis. La forte proportion de personnes immigrées en situation illégale, d'autant plus dans un contexte frontalier comme celui de San Diego, renforce la césure entre poids démographique et poids électoral. Néanmoins, le *redistricting* constitue un moment politique essentiel pour les communautés, puisqu'il valorise une présence numérique, qui n'est pas obligatoirement citoyenne. Si l'implication politique des Latinos est en voie de développement, c'est à l'échelle locale et micro-locale que les premières étapes d'une mobilisation politique durable peuvent être envisagées. Participer au *redistricting* informe sur les occasions d'implication politique offertes à la communauté à l'échelle locale. Les organisations communautaires nationales et/ou régionales ont pour cette raison mis en place des actions de façon à initier une mobilisation généralisée et efficace.

33 Dès le début du mois de mars 2011, alors que la commission citoyenne commençait à informer de la tenue des audiences publiques, les deux principales organisations nationales latinos ont commencé à informer massivement la communauté. Cette première étape constituait la base de l'organisation générale entourant le processus.

Dans un premier temps, il convenait d'informer, voire d'éduquer les leaders des communautés locales des principaux critères et enjeux du *redistricting*. Ces organisations ont joué un rôle fondamental dans l'instauration d'une mobilisation communautaire organisée à l'échelle locale. À San Diego, la *Mexican American Legal Defense and Educational Fund* (MALDEF) et la *National Association of Latino Elected and Appointed Officials* (NALEO) ont travaillé de concert à la réalisation de leurs objectifs communs. En plus de la distribution écrite d'informations (*via* Internet notamment), ces organisations se sont mises en relation avec les associations locales impliquées dans le processus pour relayer l'information. Leurs interventions consistaient à informer les leaders de communautés sur l'importance d'« organiser », de « collaborer », de « se regrouper » ou encore d'avoir le « même message »⁶. Deux éléments essentiels étaient avancés : la production de cartes, en tant qu'images physiques du territoire de la communauté et les enjeux communs défendus par « les personnes de couleurs »⁷. D'une manière générale, le message transmis par ces organisations nationales oriente et inculque les fondements d'une mobilisation efficace. Schématiquement, l'on peut considérer qu'une fois instruits, les leaders diffusent à leur tour l'information aux activistes de leurs communautés, qui eux-mêmes la répercutent sur le reste des membres de la communauté.

- 34 La communauté latino s'est alors réunie plusieurs fois afin de définir et d'argumenter l'existence d'une communauté d'intérêt, au-delà de l'ethnicité. La population latino *sandiegan* est en effet attachée à des valeurs communes, partagées au quotidien dans des territoires bien particuliers. Sans en avoir véritablement conscience, un certain nombre d'idéaux et de modes de vie se révèlent communs aux individus et la réflexion autour de la communauté d'intérêts assure leur valorisation.
- 35 Au fur et à mesure, une coalition latino a pris forme. Si les éléments de définition de la communauté d'intérêts et les principaux arguments du témoignage publics étaient identifiés et établis, il restait à envisager une cartographie adéquate des territoires de la communauté sollicitée.
- 36 La mise en relation de la communauté avec un citoyen *sandiegan*, bénévole et passionné de SIG, a finalement permis de concrétiser les possibilités de découpages qui s'offraient au groupe. Une coalition latino naît, regroupant les membres de la communauté désireux de participer ainsi que les principaux leaders des organisations et associations communautaires de la ville.
- 37 Durant un peu plus d'un mois, la coalition a multiplié les réunions de travail afin de construire une mobilisation efficace et un témoignage élaboré représentant toutes les sensibilités de la communauté. Cette première expérience inédite pour le groupe à en croire certains, fut riche de débats et d'oppositions, révélatrices de la fragile unité de la communauté.
- 38 Après avoir défini les critères de la communauté d'intérêts latino, les réunions de travail se concentrèrent sur l'élaboration de cartes justifiant la préservation du district 8 et de l'intérêt d'un neuvième district majoritairement latino. L'utilisation d'un SIG, permit aux membres du groupe de découvrir les possibilités de dessin des districts en manipulant les statistiques au sein de différentes entités géographiques (fig.3).

Figure 3. Séance de cartographie de la coalition latino, San Diego, 8 avril 2011.



© Émilie Bonnet, 2011

Le rôle du cartographe était surtout celui d'un technicien, bien qu'il ait présenté, dès le début, les possibilités de réalisation susceptibles de contenter l'ensemble des minorités de la ville. À mesure de la découverte des situations envisageables au travers du SIG, plusieurs individus commencèrent à affirmer leur propre positionnement :

« Selon moi le district 8 est suffisamment fort pour que l'on puisse y réduire le pourcentage de Latinos et y inclure une population plus cosmopolite, dynamique. Je ne veux pas juste être un Latino, je veux aussi faire partie de San Diego. »

« Moi je pense que les Latinos votent plus dans les districts concentrés car il y a une meilleure prise de conscience des enjeux »

« Moi je suis là pour aider à mobiliser, pour organiser. Si notre travail fonctionne avec les Afro-Américains, tant mieux, sinon tant pis ! Pour moi, ma communauté passe avant tout. Il faut travailler pour nous avant de convier les autres groupes. »⁸

- 39 Ces éléments soulignent la difficulté pour un groupe de s'accorder sur des éléments perçus différemment d'un individu à l'autre, bien que l'intention et les intérêts soient souvent identiques. Au niveau micro-local, la communauté latino reste très diverse et, en fonction du statut socio-économique, du niveau d'éducation ou de la génération d'immigration, la perception de la communauté varie. En cela, la présence et l'effectivité d'un véritable leadership constituaient l'élément manquant au bon déroulement du travail de la coalition latino :

« Je dirais que mon rôle au sein de la communauté latino n'était pas celui d'un leader mais plutôt celui d'un catalyseur pour que la communauté se réunisse et ait une discussion à propos d'elle-même car il y avait beaucoup de... Il n'y avait personne pour prendre le leadership et dire : ok je vais organiser cette réunion et la mener. (...) Il y avait beaucoup d'angoisses au sein de la communauté, ça m'a à la fois surprise mais aussi embêtée parfois car je n'avais pas toutes les clés pour comprendre. Certaines disputes étaient purement personnelles et d'autres étaient

basées sur de véritables enjeux, il y avait de vrais désaccords à propos du but à atteindre ou sur la méthode pour réussir l'empowerment de la communauté latino de San Diego car la communauté latino de San Diego est tellement grande et en son sein il y a tellement d'intérêts désespérés »⁹.

- 40 D'un quartier à un autre, les intérêts avaient tendance à différer. Quand certains réclamaient l'unité d'un quartier pour la préservation de son identité culturelle, sociale, économique ou politique, d'autres valorisaient en priorité une certaine identité ethnique.
- 41 Finalement et après de longues réunions de travail et de négociations, la coalition latino soumit un plan à la commission citoyenne en charge du *redistricting*, reflet d'une stratégie réfléchie. Riche de plusieurs cartes citoyennes¹⁰ (fig. 4, 5, 6, 7), il propose le dessin de deux districts majoritairement latinos tout en préservant les intérêts afro-américains et gays.

Figure 4. Les statuts de citoyenneté dans le Sud de San Diego en 2010.

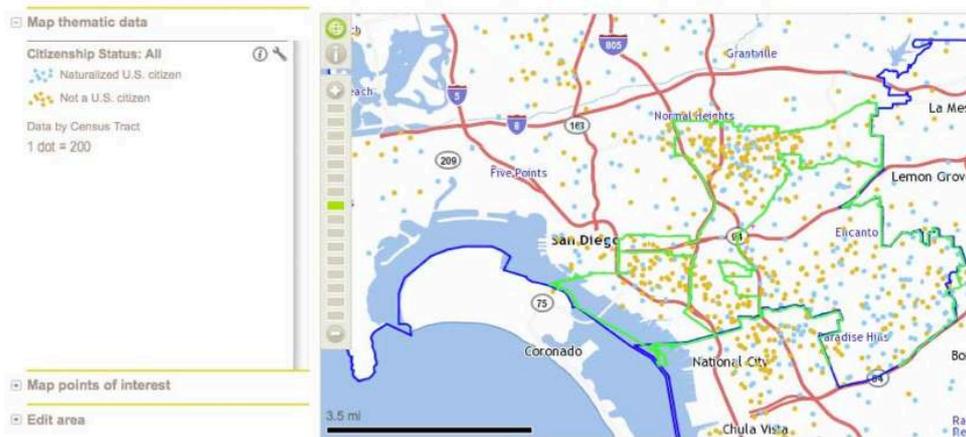


Figure 5. Pratique de l'espagnol à la maison en 2010.

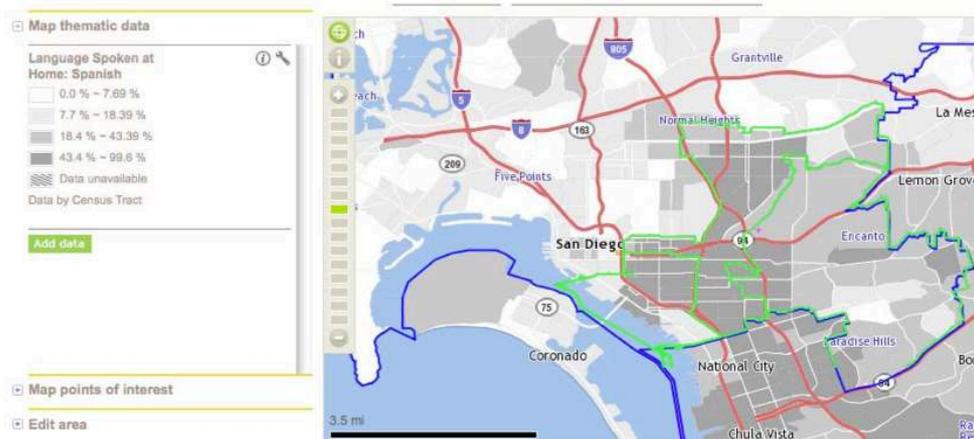


Figure 6. Nouveau district 8 proposé.

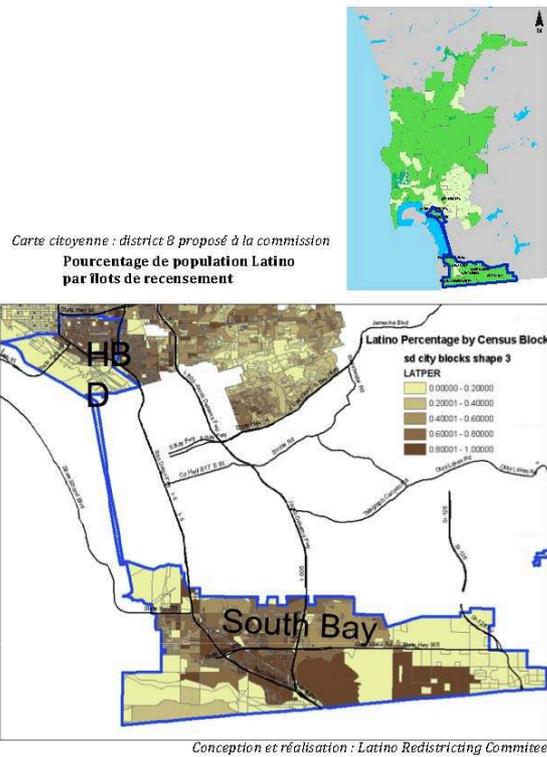
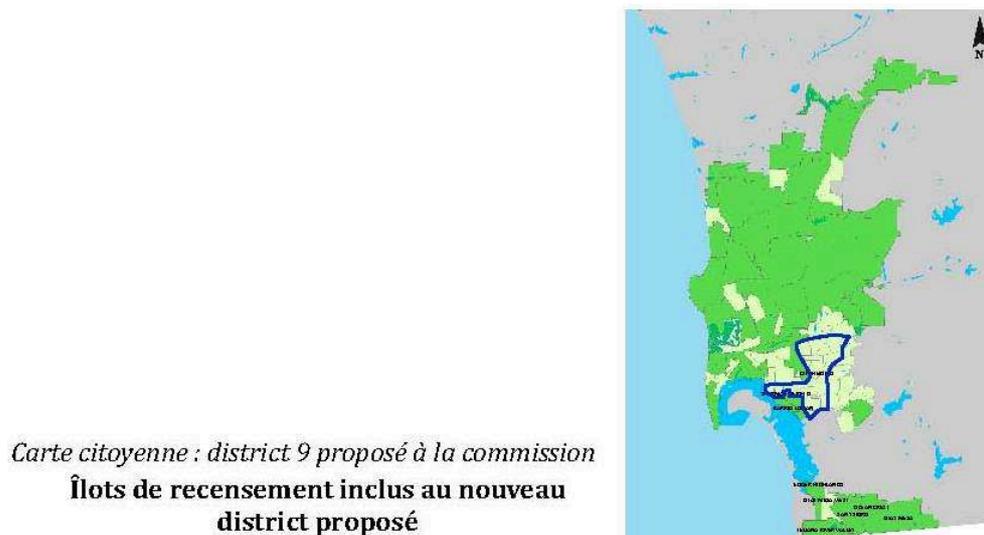
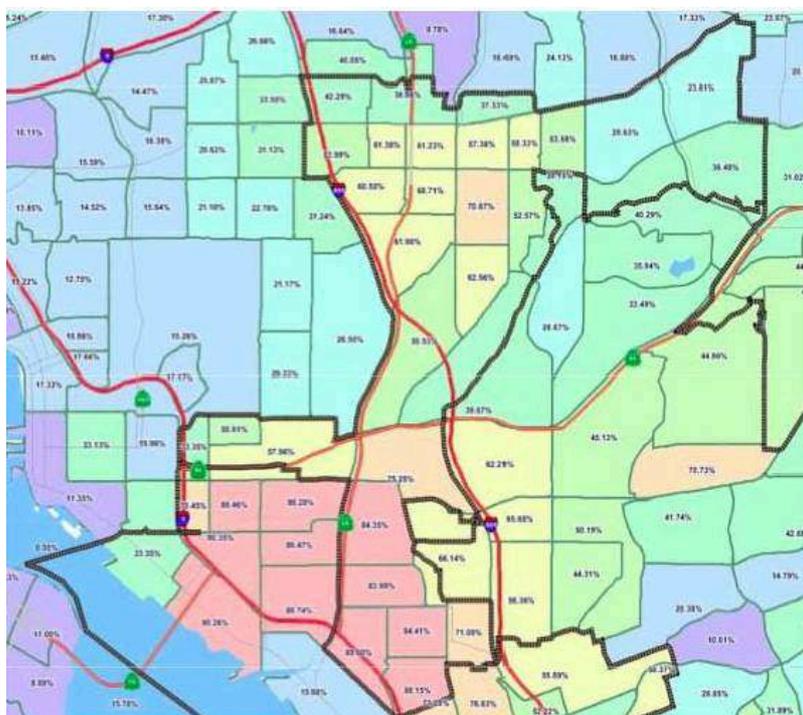


Figure 7. District 9 proposé¹¹.





Conception et réalisation : Latino Redistricting Committee

QUARTIERS :

- CITY HEIGHTS
- SOUTHCREST
- GOLDEN HILL
- ROLANDO
- FAIRMONT PARK
- RIDGEVIEW
- MOUNT HOPE
- MOUNTAIN VIEW
- SHELLTOWN

- 42 Les figures 4 et 5 reprennent les éléments de définition de la communauté d'intérêts latino listés lors des réunions de travail et soulignent leur réalité géographique. Le document soumis à la commission ne défend que très peu la légitimité – presque naturelle – du district 8. Il s'applique surtout à décrire les intérêts d'un second district majoritairement minoritaire favorable à la communauté. L'argument central consiste en la réunification du quartier de *City Heights*. Jusqu'alors séparé entre trois districts, ce quartier bénéficie pourtant d'une identité communautaire multiculturelle. D'après la coalition latino, l'inclusion de *City Heights* est indispensable à la création d'un second district majoritairement latino. Son intégration permettrait de valoriser une communauté d'intérêts centrée sur des problématiques d'intégration à la vie politique et civique de la population. Au-delà, cet ajout constitue la meilleure solution stratégique d'assise électorale des latinos – et plus largement des communautés minoritaires – au Conseil Municipal.
- 43 L'ensemble de ces documents a servi de support inconditionnel à la mobilisation latino lors des témoignages publics. Cinq membres du groupe ont été déclarés porte-paroles. Ils ont alterné leurs interventions d'une audience à une autre mais ont toujours construit leur discours de manière similaire en décrivant la communauté d'intérêts latino de San Diego, en la justifiant spatialement, en soulignant l'importance de

préservé le district 8 et en arguant de la légitimité du nouveau district proposé autour de *City Heights* :

« Premièrement *City Heights* représenterait 40 % de la population du nouveau district. Deuxièmement, ce serait le point d'ancrage du district et un élément politique significatif. Troisièmement, les résidents de *City Heights* parlent 80 langues différentes et présentent beaucoup d'opportunités d'unions et de partages (...) ce nouveau district serait un district multilingue, multiculturel où la diversité pourrait devenir une force unificatrice grâce à de nombreux partages d'expériences »¹².

- 44 Cette uniformité des discours traduit la cohérence donnée à la mobilisation du groupe mais aussi sa volonté de s'approprier les arguments relatifs à la création d'un second district en sa faveur. Il s'agit bien d'une forme d'appropriation puisqu'il est question d'une stratégie électorale spécifique derrière le caractère multiculturel du district ici défendu.

Conclusion

- 45 Les mécanismes de mobilisation de la communauté latino de San Diego au cours du *redistricting* révèlent plusieurs aspects. Si la présence numérique du groupe lui assure une assise au sein du processus décisionnel, ses divergences idéologiques ont parfois compromis l'efficacité de la mobilisation. Néanmoins, le travail effectué en amont par les organisations communautaires nationales et locales a permis d'encadrer la mobilisation en éduquant les individus aux enjeux et rouages du *redistricting* tout en leur en faisant prendre conscience de l'importance d'organiser une mobilisation de groupe autour de critères communautaires définis de concert. Enfin, l'appui des autres minorités de la ville a engendré la formation de coalitions minoritaires qui dépassent les carcans de la représentation ethnique. En cela la carte finale adoptée par la commission citoyenne en charge du *redistricting* de la ville de San Diego, invite à soulever plusieurs considérations.
- 46 Le plan finalement proposé par la commission se devait de respecter la législation en vigueur et dans la mesure du possible, d'être constitué d'un neuvième de la population municipale, d'éviter la dilution du vote des groupes protégés et d'offrir une représentation politique juste et équitable à l'ensemble des citoyens de la ville. Il convient de conserver un certain recul quant au respect de ces critères dans la pratique. En effet, les rapports de forces entre acteurs sont parties intégrantes du *redistricting* dès lors que celui-ci, aussi neutre qu'il peut se prévaloir d'être, concerne un découpage conscient du territoire politique.
- 47 Le plan final adopté à San Diego espère traduire une prise en compte globale de ces critères et des arguments avancés par les citoyens de la ville.
- 48 Les nouveaux districts numéro 1, 2, 3, 4, 5, 7 et 8 sont composés à plus de 50 % de leur population antérieure. Les changements les plus marquants concernent les districts ayant concouru à la création du neuvième. Les délimitations des districts 5, 6 et 7 sont celles qui ont connu le plus de bouleversements. Ces choix s'expliquent par la volonté de préserver ou de renforcer des communautés d'intérêts présentes dans les districts limitrophes du nouveau. Le district 8 est le seul découpage entièrement préservé. Les modifications mineures intervenues (au Nord et à l'Est) répondent aux logiques

d'égalité numérique de la population et bénéficient respectivement aux districts 3 et 9 construits dans l'intérêt de la communauté latino.

- 49 Dans cet esprit, le nouveau district répond à une volonté de combinaison de quatre districts préexistants (les 3, 7, 4 et 8). Le premier élément fondateur est l'unification du quartier de *City Height*, qui regroupe une communauté d'intérêts représentative de la ville de San Diego dans son ensemble. C'est du moins en ces termes, que la commission en charge du *redistricting* a justifié ce choix. Le district 9 réunit une population multiraciale au niveau de vie modeste comprenant la proportion la plus importante d'immigrants de San Diego. Il s'agit d'un district majoritairement minoritaire au sens de l'amendement de 1982 du *Voting Right Act*, puisqu'il est composé de 50,3 % de Latinos, 23,2 % de population caucasienne, 11,2 % d'Afro-Américains et 13,4 % d'Asiatiques. Au terme du processus, les Latinos ont obtenu un second district majoritairement minoritaire, dont les contours sont représentatifs des stratégies et coalitions communautaires développées au cours du processus. Force est de constater toutefois que le pourcentage de Latinos présents dans ce nouveau district s'avère en deçà des propositions faites par la coalition. Pour justifier son choix, la commission invoque la prise en considération des revendications de chacune des communautés mobilisées. Le district 9 serait représentatif de la multiplicité des communautés minoritaires de la ville de San Diego, laquelle présente une supériorité numérique de Latinos. Ainsi, la communauté latino devra faire preuve d'un effort d'organisation supplémentaire pour faire valoir ces intérêts au sein d'un district multiculturel.
- 50 Cet aspect invite à réfléchir autour des questions de représentativité. L'angle d'analyse est bien celui d'un processus participatif pour lequel les individus et les groupes se mobilisent. L'utilisation de données à la fois sociales, économiques, culturelles et politiques pour découper les districts électoraux aboutit néanmoins à une fragmentation de l'espace urbain et de l'espace politique. En se mobilisant, les communautés cherchent à valoriser un entre soi sans pour autant se refuser aux autres groupes comme le montrent les diverses coalitions et stratégies établies tout le long du processus *sandiegano*. Par conséquent, le *redistricting*, surtout local, s'apparente bel et bien à un processus participatif placé au service de la démocratie représentative. Le lien étroit au territoire développé invite, quant à lui, à une autre considération de l'espace politique, celle de la gouvernance locale.

BIBLIOGRAPHIE

BACQUÉ M.H (2005), « L'intraduisible notion d'empowerment vue au fil des politiques urbaines américaines », *Territoires*, 460, pp. 32-35.

BILLARD G. (1999), *Citoyenneté, planification et gouvernements urbains aux États-Unis. Des communautés dans la ville*, Paris, L'Harmattan.

- BILLARD G., LE TEXIER E. (2008) « Urban changes and neighborhood politics in San Diego », in DOUZET, F., KOUSSER T., MILLER K. (dir.), *The New Political Geography of California*, Berkeley, CA., Berkeley Public Policy Press, pp. 129-147.
- BOQUET Y. (2003), « Cartes et élections : la construction des circonscriptions électorales aux États-Unis, entre égalité et équité », *Espace, population et société*, 3, pp. 483-499.
- BUSSE M. (2007), « Pour une géographie de la démocratie : la géographie ça sert maintenant à faire la paix ? », *L'espace politique*, 1, <http://espacepolitique.revues.org/243>.
- DOUZET F. (2007), *La couleur du pouvoir. Géopolitique de l'immigration et de la ségrégation à Oakland, Californie*, Paris, Belin.
- DOUZET F., MAC DONALD K., (2010) « La représentation des minorités dans le système politique californien », *Pouvoirs*, 133, pp. 69-84.
- EAGLES M., KATZ R., MARK D. (2000), « Controversies in political redistricting : GIS, geography, and society », *Political Geography*, 19, pp. 135-139.
- FOREST B. (2001), « Mapping democracy : racial identity and the quandary of political representation », *Annals of Association of American geographers*, 91, 1, pp. 143-166.
- FOREST B. (2004), « Information sovereignty and GIS : the evolution of "communities of interest" in political redistricting », *Political Geography*, 23, pp. 425-451.
- GHORRA-GOBIN C. (1997), « La légitimité d'une redéfinition du territoire : citoyenneté et culture civique. Analyse critique du contexte urbain californien », *Revue de géographie de Lyon*, 72, 3, pp. 233-237.
- GHORRA-GOBIN C. (2002), « Multiculturalisme et démocratie de représentation : le gouvernement des grandes villes américaines », *Quaderni*, 47, pp. 119-126.
- GHORRA-GOBIN C. (2004), « Le redistricting aux Etats-Unis : l'ambivalence des conditions d'accès à la citoyenneté », *ORACLE [en ligne]*, <http://oracle-reunion.pagesperso-orange.fr/documents/408.html>
- GHORRA-GOBIN C. (2007), « La sous-représentation politique des habitants des quartiers populaires. Regards sur les villes américaines », *Informations sociales*, 141, pp. 128-134
- GUILLOREL H. (2003), « Représentation politique du territoire et de l'urbain : de la théorie à la pratique », *Espace, population et sociétés*, 3, pp. 415-425.
- HAYDEN G. (2004), « Resolving the Dilemma of Minority Representation », *California Law Review*, 92, 1589, pp. 1590-1638.
- JOHNSTON R. (2002), « Manipulating maps and winning elections : measuring the impact of malapportionment and gerrymandering », *Political geography*, 21, pp. 1-31.
- JOUVE B. (2005), « La démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté », *Revue française de Sciences politiques*, 55, 2, pp. 317-337.
- LE TEXIER E. (2006), *Quand les exclus font de la politique. Le barrio mexicain de San Diego, Californie*, Paris, Presses de Science Po.
- MIGNOT J.F. (2005), « Le racial redistricting aux Etats-Unis : une introduction à la jurisprudence de la cour suprême », *Revue internationale des sciences sociales*, 183, pp. 153-162.
- NAKAO K. (2011), « Racial redistricting for minority representation without partisan bias : a theoretical approach », *Economics & Politics*, 23, 1, pp. 132-151.

RUSH M. (2000), « Redistricting and partisan fluidity : do we really know a gerrymander when we see one ? », *Political Geography*, 19, pp. 249-260.

THE CITY OF SAN DIEGO REDISTRICTING COMMISSION (2011) Documents, [en ligne], <http://www.sandiego.gov/redistricting/documents/index.shtml>.

THERNSTROM A. (2010), « Redistricting, race, and the Voting Right Act », *National Affairs*, 3, pp. 52-67.

NOTES

1. *Redistricting* se traduit par redécoupage des circonscriptions électorales. Pour faciliter la lecture, le terme anglo-saxon sera ici privilégié.
2. La communauté d'intérêt peut être définie comme « un groupe d'individus, dans une ville ou un quartier, partageant des traits politiques, sociaux ou économiques communs » (Forest, 2004, p. 428).
3. Différents systèmes de gouvernements opèrent à l'échelle municipale aux Etats-Unis. San Diego fonctionne selon un système par district où un conseiller municipal représente un district c'est-à-dire une section géographique délimitée de la ville. Ce système concerne 14 % des municipalités du pays.
4. Difficilement traduisible, *l'empowerment* peut être considéré comme « le processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, de s'émanciper » (Bacqué, 2005, p. 32).
5. Depuis 1970, le recensement intègre la classification ethnique d'Hispanique, laquelle peut être associée à une appartenance raciale – Blanche, Noire, Asiatique. Le choix d'appartenance n'a rien de systématique de la part des individus et traduit encore aujourd'hui une importante confusion face à la grande diversité de ce groupe sur l'ensemble du territoire américain. Du point de vue terminologique, il apparaît que les individus s'identifient plus aisément au travers de la méta-catégorie « Latino » contrairement à la catégorisation administrative « Hispanique ». Ce terme sera par conséquent privilégié ici.
6. Notes de terrain, 24/03/11.
7. Idem.
8. Notes de terrain, 7, 8 et 17 avril 2011.
9. Entretien avec Emily S.C, San Diego, le 4 mai 2012.
10. On entend ici par cartes citoyennes, les cartes qui ont été produites par des citoyens, ou du moins qui découlent d'une initiative citoyenne spontanée et/ou organisée, et qui ont été transmises aux différentes commissions en charge du redécoupage.
11. Les cartes citoyennes proposées ici sont extraites du témoignage public de la coalition latino. Les standards cartographiques ou encore la lisibilité des légendes dépendent des choix opérés par le groupe. La figure 8 propose une visualisation des îlots de recensement (*census tracts*) qui composent le district proposé. Les couleurs correspondent aux différents quartiers du district, listés sur le côté.
12. Extrait des minutes du *redistricting* de la ville de San Diego

RÉSUMÉS

Suite au recensement décennal de la population américaine, les districts électoraux sont redécoupés afin d'assurer le principe « d'un homme, une voix » tout en espérant offrir une meilleure représentation à l'ensemble des électeurs. Le cycle de redécoupage de 2011 concernait une multitude de législations sur l'ensemble du territoire américain. À San Diego en Californie, le *redistricting* des districts municipaux était conduit par une commission citoyenne indépendante qui avait pour but de faciliter la participation des citoyens à la prise de décision.

Cet article propose de revenir sur le déroulement du processus à partir d'une étude de terrain. La communauté latino, devenue enjeu démographique et sociétal de taille, a massivement participé aux audiences publiques afin de faire valoir son appartenance territoriale et sa légitimité à obtenir une représentativité au conseil municipal.

L'utilisation grandissante des Systèmes d'Informations Géographiques a constitué un élément nouveau dans l'implication des citoyens. Ils peuvent désormais manipuler *leur* espace de représentation politique et prendre conscience de l'impact des statistiques démographiques et politiques dans l'issue du redécoupage.

Les mécanismes de mobilisations politiques seront appréhendés au travers de différentes cartes, d'extraits d'entretiens ou encore d'observations participantes, qui permettront *in fine* de conclure à une autre considération de l'espace politique, celle de la gouvernance locale.

According to the decennial American Census, electoral districts are redrawn at each jurisdictional scale, through the principle of "one man, one vote". In San Diego (California), the City Council redistricting has been conducted by a Commission of independent citizens. The main goal was to enhance the participation of citizens in the decision-making process.

This article proposes to analyze this process from a fieldwork. The Latino community becomes a demographic and societal issue. This group has participated to public hearings in order to valorize their territorial belongings and legitimacy and to obtain a representativeness at the City Council.

The recourse to Geographic Information Systems was a new piece of the citizens' implication. They can now manipulate their representative political space and be aware of the demographic and political statistical impact of the process.

All these political mobilizations mechanisms will be analyzed, thanks to maps, pieces of interview and participant observation. At the end, it is possible to conclude that a new consideration of the political space is emerging, the one of local governance.

INDEX

Mots-clés : latino, Systèmes d'Information Géographique, redécoupage des circonscriptions électorales, démocratie, mobilisation, San Diego, Californie

Keywords : latino, Geographic Information System, redistricting, democracy, mobilization, San Diego, California

AUTEUR

EMILIE BONNET

Université de Rouen, emilie.bonnet@univ-rouen.fr